

VU :

Le Code de l'Action Sociale et de la Famille (CASF), notamment ses articles L. 313-11 et suivants L. 313-12-4 et R.314-39 à R.314-43-1 ;

La loi n°2007-293 du 5 mars 2007 réformant la protection de l'enfance ;

La loi n° 2022-140 du 7 février 2022 relative à la protection des enfants ;

La circulaire n° DGCS/SD5C/2013/300 du 25 juillet 2013 relative à la mise en œuvre du Contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens prévu à l'article L. 313-11 du Code de l'Action Sociale et de la Famille ;

L'instruction DGCS/SD5C/2017/96 du 21 mars 2017 relative à la mise en œuvre de l'arrêté du 3 mars 2017 fixant le contenu du cahier des charges du Contrat d'objectifs et de moyens (CPOM) prévu au IV ter de l'article L. 313-12 du CASF et à l'articulation avec le CPOM prévu à l'article L. 313-12-2 du même code ;

La délibération n°0.4 du 1^{er} juillet 2021 du Conseil Départemental portant délégation à la commission permanente ;

La délibération du Conseil Départemental n°1.1 du 7 décembre 2023 relative à l'adoption du Schéma Unique des Solidarités 2023-2027 ;

La délibération du Conseil Départemental n°1.2 du 22 février 2024 relative à l'adoption de la feuille de route Enfance-Famille 2024-2028 et au plan d'actions RDPPE ;

La délibération de la Commission permanente du Département de la Seine-Maritime n°1.11 du 2 mars 2026 ;

L'arrêté d'autorisation du Président du Conseil Départemental de la Seine-Maritime du gestionnaire ;